

## *Chapitre 7*

### **L'EDUCATION ET LA SÉCURITÉ HUMAINE EN AFRIQUE: LES RÔLES DES ADMINISTRATEURS D'INSTITUTIONS**

**David Olufemi Durosaro**

Département de Gestion de l'Éducation, Université d'Ilorin,  
Nigéria [durosarofemi@unilorin.edu.ng](mailto:durosarofemi@unilorin.edu.ng)

**Yunus Adebunmi Fasasi**

Département de Gestion de l'Éducation, Université d'Ilorin,  
Nigéria [yunusadeb@unilorin.edu.ng](mailto:yunusadeb@unilorin.edu.ng)

#### **Introduction**

Le continent africain regorge d'abondantes ressources naturelles. Chaque pays du continent possède l'une ou l'autre espèce de produits agricoles. Aussi, 48 des 53 pays africains possèdent des ressources minières (Tableau des ressources naturelles de l'Afrique, 2010). En fait, quelques-uns de ces pays sont naturellement nantis à telle enseigne qu'ils sont capables de porter leur assistance à ceux qui sont moins privilégiés.

Pourtant, les nations africaines sont encore loin de développer à fond leurs potentiels. Ils sont entrés dans le 21<sup>ème</sup> siècle en tant que pays du tiers monde et à présent, aucun de ces pays ne peut être considéré comme étant un pays avancé. Le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, les crises internes, les agressions extérieures et les séries de catastrophes naturelles qui sont survenues dans différentes parties du continent à différents moments dans le passé, et dans certains cas jusqu'à présent, auraient pu mener à différentes situations d'insécurité d'un bout à l'autre de l'Afrique. D'autre part, le développement des ressources humaines et matérielles qui sont des éléments essentiels pour le développement national ne peut être possible sans la sécurité des personnes et des biens.

Sur le plan conceptuel, le concept de sécurité humaine pourrait être considéré comme la mesure de sécurité ou de protection dans laquelle une personne est à un moment donné ou en une circonstance donnée. Cette sécurité est vitale à l'existence humaine et sans elle, une personne serait dans l'incapacité de développer son environnement. L'éducation entre en ligne de mire parce qu'elle fait acquérir des connaissances et des compétences dont ont besoin les populations pour développer leur pays. Au Nigéria, elle est considérée comme un mécanisme essentiel pour le développement national (République Fédérale du Nigéria, 2004). Elle joue un rôle similaire dans d'autres pays africains. Ainsi, elle est capable de conférer aux gens le pouvoir de trouver la solution aux problèmes dans leur environnement. La sécurité humaine constitue un défi pour les pays africains et les hommes pourraient gérer ce défi s'il existe une orientation correcte au travers de l'éducation. C'est une conviction que lorsque les ressources humaines sont bien développées, leurs capacités à aborder n'importe quel problème émergent et ainsi préparer le chemin qui mène à un développement significatif serait rehaussé. Par conséquent, l'influence de l'éducation sur la sécurité humaine et les rôles que peuvent jouer les administrateurs des institutions d'éducation pour s'assurer que l'éducation réponde à cet aspect du problème humain, sont examinées dans cet article. De manière spécifique, l'éducation et les efforts de développement en Afrique, les dimensions de la sécurité humaine et les caractéristiques d'un système éducatif y sont discutés.

#### **L'éducation et les programmes de développement en Afrique**

L'acquisition de l'indépendance des pays africains des maîtres coloniaux signifiait une émancipation économique et politique, l'autosuffisance et l'ère du développement durable. En tant que nations indépendantes, les gouvernements et les peuples africains sont à même d'identifier, de contrôler et d'utiliser leurs ressources. Les pays appartiennent également aux organisations internationales telles que les Nations Unies (NU) et l'Union Africaine (UA). Ces organisations ont introduit des mesures, qui sont capables d'aider les pays africains dans leurs programmes de développement. Par exemple, les Nations Unies, lors d'une rencontre qu'ont tenue les dirigeants du monde en l'an 2000 à New York, ont clairement expliqué les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM). Tous les pays membres des Nations Unies au

niveau mondial étaient supposés lutter pour atteindre ces objectifs d'ici à 2020. Les pays africains ont participé aux décisions qui ont donné naissance aux Objectifs de Développement du Millénaire. Ces objectifs, comme énoncés par Obanya (2007) sont les suivants :

- Eradiquer la pauvreté et la faim;
- Atteindre l'éducation universelle primaire;
- Promouvoir l'équité entre les sexes et renforcer le pouvoir des femmes ;
- Réduire la mortalité infantile
- Améliorer la santé maternelle;
- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies;
- Assurer la viabilité environnementale et
- Développer les partenariats mondiaux pour le développement.

Ces objectifs, les gouvernements des pays africains les poursuivent avec vigueur. Au Nigéria, par exemple, une partie des stratégies de mise en œuvre des OMD est l'introduction de l'Empowerment Economique National et la Stratégie de Développement (EENSD), laquelle introduction a été faite par le Gouvernement Fédéral. Dans cette mise en œuvre, la vision est de bâtir

*Un pays africain démocratique et réellement puissant; politiquement uni, intégré et stable, économiquement prospère ; socialement organisé, avec l'Egalité des chances pour tous, et la responsabilité de tous, pour devenir un catalyseur de la Renaissance (africaine); et créant des contributions adéquates qui englobent tout, au niveau sous régional, régional et mondial (Commission nationale de Planification, 2004 p.8)*

Pour concrétiser cette vision, le Gouvernement a l'intention de s'occuper de tous les aspects des activités économiques et socio-politiques. L'EENSD est une adaptation locale des ODM qui tourne autour de la bonne gouvernance, l'allègement de la pauvreté, la création des richesses, une nouvelle orientation des valeurs et l'élimination de la corruption (Ejiogu, 2008). Le Gouvernement Fédéral a également donné des directives selon lesquelles les gouvernements des états doivent introduire et mettre en œuvre l'Empowerment

Economique d'Etat et la Stratégie de Développement (EESD) dans les 36 états de la fédération tandis que les gouvernements locaux doivent introduire et mettre en œuvre « L'Empowerment Economique Local et la Stratégie de Développement » (ELES D) dans les 774 circonscriptions administratives du Nigéria.

Le succès de ces programmes de développement sera fonction des types et niveaux d'éducation dispensés au Nigeria ainsi que dans d'autres pays africains. Par exemple, l'éducation est susceptible de contribuer à l'atteinte de chacun des objectifs de développement du millénaire. Cela est illustre par le tableau 1

**Tableau 1. Contributions potentielles du secteur de l'éducation pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire**

S/N	Objectifs	Contribution estimée du secteur de l'éducation (%) /	Contribution estimée d'autres secteurs (%) /
1	2	3	4
1.	Eradiquer la pauvreté et la faim	50	50
2.	Atteindre l'éducation primaire universelle	75	25
3.	Promouvoir l'équité entre les sexes et conférer le pouvoir aux femmes	50	50
4.	Réduire la mortalité infantile	35	65
5.	Améliorer la santé maternelle	35	65
6.	Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies	50	50
7.	Assurer la viabilité environnementale	40	60
8.	Développer les partenariats dans le monde pour le développement	20	80

**Source:** Adaptée de Obanya, PAI (2007). Penser et parler éducation

Le tableau 1 montre que l'éducation pourrait influencer l'atteinte de chacun des huit OMD. Dans le tableau, la colonne 3 montre la contribution potentielle apportée par le secteur de l'éducation à

chaque objectif de développement du millénaire. La colonne 4 montre la contribution potentielle que d'autres secteurs ont apportée à l'atteinte des objectifs de développement du Millénaire (politique, économie, santé, et côté social). Il faut bien noter que, en plus des contributions spécifiques que l'éducation apporte aux objectifs du millénaire, comme le montre la colonne 3, les contributions qu'apportent les autres secteurs ne peuvent exister sans l'éducation en amont. Par conséquent, une étape dans la bonne direction a été franchie par les chefs d'états africains qui ont adopté l'éducation comme instrument essentiel pour développer leurs pays.

Cependant, les objectifs du développement sont loin d'être pleinement atteints du fait des séries de crises qui engloutissent le continent africain et deviennent une menace pour la sécurité humaine. Dans cette situation, l'éducation ne pourrait pas remplir correctement son rôle comme agent de transformation pour la société.

### **Les dimensions de la sécurité humaine**

La sécurité humaine est essentiellement la protection des personnes contre les dangers naturels ou causés par l'homme. Elle se réfère à la protection d'un individu, d'une nation et de tout l'univers contre des attaques, des dangers, de la faim, de la discrimination et toutes formes de crises. Un pays peut jouir de la sécurité nationale et internationale, ce qui ne signifie nullement qu'un individu est en sécurité dans le pays. L'insécurité peut provenir d'un désastre naturel, ex. : l'inondation, l'incendie, l'érosion, la tornade et le tremblement de terre. Cette insécurité peut provenir de crises intérieures ou d'agressions extérieures telles que des émeutes, des guerres, et des conflits entre des groupes tribaux, religieux, et politiques. Cependant, cette crise peut également résulter de l'une ou l'autre des causes ci-dessus mentionnées sous la forme de la faim, de la pauvreté et des maladies.

La sécurité humaine est d'une question véritablement préoccupante en Afrique. Les registres d'événements quotidiens de conflits et de guerres ont attiré l'attention, non seulement des dirigeants africains, mais aussi de ceux d'autres pays du globe. En plus des pertes quotidiennes en vies humaines et biens, la fortune que les Nations Unies aurait pu dépenser pour un véritable développement en Afrique, est canalisée vers les répercussions de l'insécurité humaine. Ce qui est une évidence à en juger par les différentes mesures d'aide humanitaire que l'Afrique

reçoit afin d'améliorer la situation de dégradation de la sécurité humaine et du maintien de la paix.

Sur la base des dossiers de la sécurité humaine en particulier à partir d'un passé récent, l'Afrique a connu beaucoup de conflits, d'instabilité et de chaos. Au cours des deux dernières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, 28 pays de l'Afrique au sud du Sahara étaient impliqués dans de violents conflits. Au Rwanda uniquement, près de 800 000 personnes ont perdu la vie à la suite du génocide de 1994, et près de 4,7 millions de personnes sont décédées dans la guerre en République Démocratique du Congo au cours de la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle (Nations Unies, Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique (BNUCSA) 2005). Ce qui est plus dramatique, c'est que des millions de non-combattants – (des femmes, des enfants, des vieux, des handicapés et des pauvres) ont perdu la vie, en raison d'autres conflits internes, soit directement soit par suite de la faim, des blessures et de maladies.

Le rapport des Nations Unies sur la sécurité humaine (ONU, 2005) a fait ressortir le fait que la plupart des conflits armés du monde se sont déroulés en Afrique sub-saharienne. Au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle, plus de personnes furent tuées dans des guerres dans la région que dans tout le reste du monde. La plupart des grands conflits armés dans le monde entier en 2001 ont été enregistrés sur le continent africain, parmi lesquels 11 ont duré huit années ou plus. Le déclenchement de la guerre dans certains pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Centrale laisse présager plus de catastrophes pour la sécurité humaine. Fondamentalement, le conflit armé a une forte corrélation négative pour le développement humain ; la plupart des pays ayant un développement humain parmi les plus faibles sont soit en proie à un conflit, soit ils viennent d'en sortir. Même dans les pays africains où les conflits (internes ou externes) ont pris fin, les privations causées par cette guerre, comme la faim et la malnutrition, l'eau non potable, le manque de médicaments de soin de première nécessité, les vêtements et les habitations inadéquats, tous ces facteurs continuent d'être une menace pour la sécurité humaine. Ainsi, dans l'Afrique d'aujourd'hui, la nourriture, la santé, l'économie et le genre sont des dimensions diverses de la sécurité humaine. Il convient de prendre en considération la manière dont chacune de ces dimensions présage un danger pour le développement durable.

### **Sécurité Alimentaire**

La sécurité alimentaire est essentielle pour la survie. Le rapport du BNUCSA (2005) montre que la première cause de la mort en Afrique c'est la faim. En fait, la faim tue plus que le SIDA, la tuberculose et le paludisme réunis. Une personne sur trois souffre de la faim et de la malnutrition en Afrique, contre un sur huit dans le monde entier. En Afrique centrale, entre 1995 et 2005, le pourcentage de personnes qui souffrent de malnutrition est passé de 53 % à 70 % au Soudan, en Somalie, en Ouganda, et en République Démocratique du Congo, tandis que le nombre élevé de décès a été causé par la malnutrition (ONU, 2005).

Il convient toutefois de noter que, l'insuffisance alimentaire, la malnutrition et la mort causée par la faim ne se produisent pas uniquement dans les pays déchirés par les guerres ou les conflits récurrents. Outre les conflits, la sécheresse a été la cause principale de la famine dans la corne de l'Afrique dans les années 1970, 1980 et 1990. De ce qui précède, l'on pourrait déduire que la combinaison des conditions naturelles, les catastrophes naturelles et les urgences complexes créées par l'homme sont et demeurent les principales causes de l'insécurité alimentaire en Afrique.

### **La Sécurité sanitaire**

La sécurité sanitaire est au cœur même de la sécurité humaine (la Commission pour la Sécurité Humaine, 2003). La bonne santé est à la fois une fin et un moyen en elle-même – c'est un indicateur important de développement et un prédicteur indispensable de la croissance.

En 2000, les pays qui ont les ratios de mortalité maternelle les plus élevés (décès maternels par 100 000 enfants nés vivants) étaient des pays africains (OMS, UNICEF & UNIFPA, 2005). Parmi les causes de l'insécurité sanitaire en Afrique, la pandémie du VIH/SIDA mérite une attention particulière du fait que l'Afrique sub-saharienne est un foyer avec plus de 60 pourcent de toutes les personnes vivant avec le VIH. La pandémie du VIH/SIDA a détourné l'attention accordée au paludisme et à la tuberculose, qui pourtant causent une grande partie des décès en Afrique.

De nombreux traits caractéristiques font obstacle à la sécurité sanitaire en Afrique. En plus de la pauvreté, d'autres causes premières comprennent le pauvre niveau de nutrition, le bas niveau d'éducation,

les mauvaises conditions d'hébergement, le manque d'eau potable, le manque de système de drainage des eaux et de collecte d'ordures , l'insuffisance de personnel de santé et la mauvaise répartition des prestataires de santé bien formés dans toute la région africaine sont aussi importants pour la sécurité sanitaire.

### **La Sécurité économique**

La sécurité économique est également une composante essentielle de la sécurité humaine. La présente récession économique mondiale a menacé l'existence de nombreuses vies humaines et des sociétés à travers le monde entier. L'Afrique fait face actuellement au fléau de la crise économique mondiale, non seulement en termes de viabilité des industries mais également en termes d'appuis extérieurs qui ont été particulièrement affectés. En tant que continent en développement, la plupart de ses pays étaient déjà en proie à une situation économique difficile, même avant la crise actuelle. L'Afrique demeure toujours économiquement dépendante des nations industrialisées du monde. Cela a conduit de nombreux ressortissants à émigrer vers des pays étrangers à la recherche de nouveaux pâturages. Les conséquences ont été la dégradation humaine et le manque d'attention pour un développement conséquent en Afrique. Au niveau des pays hôtes (industrialisés), l'intégration des groupes d'immigrants, y compris l'emploi effectif et les services sociaux, pose de sérieux problèmes. Les économies d'Europe, des USA et d'ailleurs sont devenues attrayantes pour les pays africains du tiers monde, ravagés par la pauvreté et par conséquent, vident le continent des ressources humaines qui auraient pourtant œuvré à la transformation de l'économie. Il n'est plus rare d'apprendre que de nombreuses industries sont fermées en raison de l'incapacité à pouvoir se maintenir. Le souvent, le taux de conversion de la monnaie est le seul obstacle à la survie de l'économie africaine. L'année 2009 a fait l'expérience de référence d'échange irrégulière. Voilà qui est une preuve supplémentaire de l'insécurité économique.

### **La sécurité du genre**

La question semble être occultée comparativement à celle relative aux autres aspects de la sécurité humaine, cependant elle est tout aussi importante que n'importe quel autre facteur. De nombreux pays africains ont une conception inadaptée de l'égalité entre les sexes.



Dans la plupart des cultures, les femmes sont considérées comme étant moins importantes que les hommes. Cette situation se reflète dans la préférence pour le jeune garçon. Lors des conflits armés, les femmes et les enfants sont plus souvent négligés en raison de leur incapacité à rejoindre le groupe des combattants. Le conflit armé et son impact sur les femmes est un sujet très important, en particulier en Afrique. La proportion de femmes et d'enfants est estimée à environ 80% des réfugiés dans le monde. Ils souffrent et meurent en grand nombre, des conséquences directes ou indirectes des conflits (Pilch, 2002). L'utilisation généralisée du viol dans le génocide de 1994 au Rwanda et ailleurs, a conduit au niveau international à la conceptualisation juridique de la violence sexuelle. En tant que mères, épouses, et prestataires de soins, les femmes sont confrontées à la situation déchirante de disparition d'êtres chers, et la tentative de garder les familles ensemble malgré tout. En 1993, un grand nombre de femmes réfugiées somaliennes dans le nord du Kenya en 1993 ont subi le viol, et ont été poignardées, volées ou tuées par balles, lorsqu'elles ont quitté les environs du camp afin d'aller se ravitailler en bois de chauffe. Ces rapports montrent comment la sécurité humaine est fragile et encore à l'état d'embryon en Afrique.

### **L'éducation et la promotion de la sécurité humaine**

Les efforts de développement des pays africains, sont susceptibles de réussir si l'enseignement primaire, secondaire et supérieur sont rendus accessibles, abordables, équilibrés et axés sur l'emploi. Un système éducatif qui possède ces qualités est à même de pouvoir résoudre le problème de l'insécurité résultant de l'incapacité des gens à satisfaire leurs besoins.

L'accès à l'éducation implique que l'admission dans les écoles est ouverte à tous, et que des obstacles liés à la culture, à la religion, à la politique, et au statut socio-économique, en somme tout ce qui pourrait entraver la fréquentation de l'école, sont levés. L'accès à l'éducation donne l'opportunité à de nombreuses personnes d'acquérir des habiletés, des connaissances et des compétences qui pourraient les aider à être autonomes, vivre décemment et contribuer de manière significative au développement de la société. L'accès à l'éducation, en particulier aux niveaux primaire et secondaire a pris plus d'ampleur dans les pays africains. Selon Newman, Mehretu,

Shillington et Stock (2009), la scolarisation obligatoire, pour les enfants âgés de 6 ou 7 ans et jusqu'à l'âge de 11 à 16 ans, est maintenant universelle dans toute l'Afrique. Ces auteurs ont cependant attiré l'attention sur le fait que beaucoup de pays africains ont des taux d'alphabétisation inférieur à 60% ; ce qui implique que beaucoup de gens ne sont pas scolarisés en dépit de la scolarisation obligatoire. Les personnes dont les capacités intellectuelles sont bien développées pourraient avoir des difficultés à trouver du travail et pourraient constituer une menace pour la sécurité humaine.

Comme corollaire, un système éducatif qui favoriserait la sécurité humaine devrait être à la portée de tout le monde. Cela implique que la barrière financière doit être complètement levée et qu'elle ne constitue pas un obstacle à l'acquisition de connaissances et de compétences à tous les niveaux. Par ailleurs, l'éducation est loin d'être à la portée de beaucoup de gens dans les pays africains. Même là où l'éducation est gratuite, de nombreux enfants ne peuvent pas du tout fréquenter l'école, et beaucoup d'autres ne peuvent pas y rester jusqu'à l'obtention du diplôme en raison de leur faible statut économique. Leurs parents les considèrent comme une part importante de la main-d'œuvre familiale. Du côté des gouvernements, les dettes nationales colossales, les mesures d'austérité économiques afin d'éliminer les dettes ainsi que les dépenses militaires, ont affaibli leurs capacités de financement de l'éducation (Newman, et al).

En outre, un système éducatif qui est équilibré en termes de contenu des programmes est capable de promouvoir la sécurité humaine. Une éducation équilibrée est axée sur le développement des aspects physique, social, mental, moral et d'autres aspects de la vie de son bénéficiaire. Elle vise à rendre les individus non seulement indépendants mais également respectueux des lois et ayant de bonnes aptitudes relationnelles avec leur entourage. Au Nigeria, par exemple, le programme d'éducation de base, tel qu'il figure dans la Politique Nationale de l'Éducation (République Fédérale du Nigeria, 2004) est de type équilibré. Il contient les différentes expériences qu'un individu est susceptible de rencontrer dans la vie. Cependant, il n'y a aucune continuité pour ce type d'éducation équilibrée au niveau des institutions d'enseignement post primaire (second cycle du secondaire et écoles techniques). Dans les institutions d'enseignement tertiaire, les programmes d'études générales pourraient offrir une éducation

équilibrée. Mais, tels qu'ils sont actuellement, les aspects moraux et spirituels qui pourraient servir de contrôle dans la vie sociale et professionnelle de l'individu y sont absents. De telles imperfections pourraient être la raison de l'implication de nombreux diplômés de l'école lorsqu'il y a des crises.

Une autre caractéristique du système éducatif pouvant promouvoir la sécurité humaine est l'orientation professionnelle. L'un des objectifs de l'éducation est la production de la main-d'œuvre. Par conséquent, le rôle des institutions d'enseignement au niveau du primaire, du secondaire et du tertiaire devrait consister à rendre opérationnels les programmes qui sont conçus pour favoriser le développement des connaissances et des compétences. L'éducation de base permet l'acquisition des connaissances et compétences de base, les écoles post primaires mettent l'accent sur la main-d'œuvre de cadre moyen, tandis que la main-d'œuvre très qualifiée est produite dans les institutions d'éducation tertiaire. Babalola (2007) note cependant que, l'enseignement dans les institutions ne correspond pas aux besoins du marché du travail, et que de nombreux diplômés se spécialisent dans le secteur des services, tandis que la demande de la main d'œuvre est plus forte dans les secteurs de la production et de l'industrie. Il a aussi observé que les diplômés ne sont pas suffisamment pétris d'expériences dont ils ont besoin pour être effectivement performants dans un emploi. Ces situations pourraient être préjudiciables pour ces diplômés des institutions d'éducation en quête d'emplois. En conséquence, les diplômés ont tendance à adopter des formes diverses de comportements antisociaux, constituant ainsi une menace pour la sécurité humaine.

#### **Le rôle des administrateurs d'institutions**

Les administrateurs des établissements primaires, secondaires et tertiaires ont un rôle à jouer dans l'actualisation des objectifs de l'éducation. L'enseignement primaire est conçu pour doter les individus des fondements pour l'éducation ultérieure dans tous les aspects de la vie, y compris la préparation aux métiers de commerce et d'artisanat dans la société. L'enseignement secondaire est orienté vers l'éducation d'une génération de gens qui sont en mesure de mener leurs réflexions personnelles, respecter les opinions d'autrui et respecter la dignité du travail. En outre, l'enseignement tertiaire est axé sur le développement

des valeurs essentielles indispensables à la survie de l'individu et de la société (République Fédérale du Nigeria, 2004). Ces objectifs pourraient conduire à l'acquisition des connaissances, des compétences et d'autres capacités, qui aideraient les hommes et les femmes à atteindre la sécurité dans l'approvisionnement en nourriture, en santé et les activités économiques. Par conséquent, ces programmes devraient effectivement être mis en œuvre.

Selon Babalola (2008) les principales responsabilités des administrateurs d'institutions d'enseignement universitaire commencent par la phase de mise en œuvre. Dans le même esprit, d'autres administrateurs d'institutions sont les exécutants des politiques gouvernementales. Ils doivent se doter d'un personnel adéquat et contrôler scrupuleusement leurs institutions. Ils devraient assurer une administration efficace et s'assurer une retro action sur tous les programmes scolaires. Leurs rôles comprennent également l'allocation des ressources humaines et matérielles appropriées et suffisantes, l'utilisation efficace et tangible des ressources et un entretien adéquat de ces ressources. Une communication régulière avec le gouvernement, la communauté et les autres parties prenantes dans l'éducation est également importante. Les administrateurs devraient en outre contrôler tous les aspects de l'éducation au sein de leur juridiction.

### **Conclusion**

Les objectifs du développement n'ont pas été pleinement atteints dans les pays africains. Ceci est dû en partie au fait que le système éducatif en place ne pouvait pas garantir la sécurité alimentaire, sanitaire, de l'égalité des sexes et la sécurité économique chez les Africains. La réalisation de la sécurité humaine pourrait être influencée positivement s'il y a une amélioration continue au niveau de l'accès, du financement et des programmes des établissements d'enseignement à tous les niveaux.

### **Recommandations**

Il est nécessaire de rendre l'éducation plus accessible aux jeunes et aux adultes africains. La politique des gouvernements en matière d'accès devrait aller au-delà de l'éducation de base et s'étendre au-delà d'une période particulière de l'administration. La pratique selon laquelle une

politique se termine par un changement du responsable politique à la tête de l'institution, ne permet pas d'assurer la continuité. Par ailleurs, l'éducation à tous les niveaux devrait être rendue accessible par l'augmentation des apports dans les institutions publiques et la mise à disposition d'infrastructures éducatives adéquates.

L'éducation devrait être accessible à tout le monde. Actuellement, beaucoup d'Africains sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent pas se permettre de supporter le coût d'une éducation privée. Par conséquent, des stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté doivent être identifiées et mises en œuvre.

Il devrait y avoir également un financement adéquat de l'éducation dans les pays africains. L'UNESCO a proposé que les pays allouent à l'éducation un minimum de 26% des dépenses publiques annuelles. Ceux-ci devraient prendre en compte cette proposition.

Il est également indispensable de réviser le contenu des cours dispensés à tous les niveaux de l'éducation en Afrique pour inclure les questions liées au maintien de la sécurité humaine, du développement moral, de l'esprit d'entreprise et de la compréhension de l'environnement africain. En outre, des méthodes d'enseignement et d'apprentissage devraient permettre aux apprenants de rendre pratiques, les connaissances et les compétences acquises à l'école. Cela permettra d'améliorer la compréhension, l'application et l'employabilité.

Enfin, les ressources financières et autres ressources doivent être judicieusement utilisées. Ceci peut être réalisé lorsque des stratégies efficaces de supervision sont mises en place.

### **Bibliographie**

- Babalola, J. B. (2007): *Reinventing Nigerian Higher Education for Youth Employment in a Competitive Global Economy*. A Distinguished Lecture Delivered at the University of Calabar. Development of Educational Administration and Planning, University of Calabar.
- Babalola, J. B. (2008): Strategic Planning: Development, Implementation and the Roles of University Administrators, In J. B. Babalola & A. O. Ayeni (Eds.): Educational

- Management: Theories and Tasks. (pp.110-129).Ibadan: Macmillan Nigeria Publishers Limited.
- Commission on Human Security (2003): *Human Security Now: Protecting and Empowering People*, New York: UNO.
- Ejiogu, A. (2008): Teacher Education and Needs. In A. Ejiogu & V. Onyene (Eds.), *Emergent Issues in Nigerian Education.4*, (pp. 278-290). Lagos: Mukugamu & Brothers Enterprises.
- Federal Republic of Nigeria (2004) : *National Policy on Education*, 4<sup>th</sup> edition. Lagos: NERDC.
- National Planning Commission (2004) : *National Economic Empowerment and Development Strategy*. Abuja: National Planning Commission.
- Newman, J. L.; Mehretu, A.; Shillington, K. & Stock, R. (2009): *Africa*. Microsoft Encarta (DVD) Redmond, W.A.: Microsoft Corporation, 2008.
- Obanya, Pai (2007) : *Thinking and Talking Education*. Ibadan: Evans Brothers (Nigeria Publishers) Limited.
- Pilch, F. T. (2002): *Rape as Genocide: The Legal Response to Sexual Violence*. Centre for Global Security and Democracy. Rutgers University. <http://www.ciaonet.org/wps/pif01/index.html>.
- Table of Africa's Natural Resources. Agricultural and Mineral Resources. African Countries. Retrieved March, 2010 from [exploringafrica.matrix.msu.edu/.../m6/natural\\_resources.html](http://exploringafrica.matrix.msu.edu/.../m6/natural_resources.html)
- United Nations Office of Special Adviser on Africa (2005): *Human Security in Africa*, New York: UNO.
- United Nations Organization (2005): *Human Development Report, International Cooperation at a Crossroad: Aids, Trade and Security*. New York: UNO
- WHO, UNICEF & UNFPA (2005): *Estimates of Maternal Mortality in 2005*. <http://www.childinfo.org.eddb/mat-mortal/i/7>